

SUISSE

Liste finale d'exemptions de l'article II (NPF)

(Seuls les textes anglais et français font foi)

SUISSE - LISTE FINALE D'EXEMPTIONS DE L'ARTICLE II (NPF)

Secteur ou sous-secteur	Description de la mesure, y compris les raisons pour lesquelles elle est incompatible avec l'article II	Pays auxquels la mesure s'applique	Durée projetée	Conditions qui rendent l'exemption nécessaire
Services de distribution	Délivrance d'autorisations de travail, sans certaines limitations, aux employés des établissements d'entreprises des pays parties à la Convention instituant l'Association européenne de libre-échange (AELE) quand l'établissement pratique le commerce des marchandises	Membres de l'AELE	Indéterminée	Mesure d'accompagnement des dispositions concernant le commerce des marchandises en vertu de la Convention de l'AELE
Services audiovisuels	Octroi du traitement national aux oeuvres audiovisuelles couvertes par des accords bilatéraux ou plurilatéraux de coproduction d'oeuvres audiovisuelles, en relation en particulier avec l'accès au financement et aux réseaux de distribution	Tous les pays avec lesquels une coopération culturelle pourrait être souhaitable (des accords existent déjà avec des pays membres du Conseil de l'Europe et avec le Canada)	Indéterminée	Promotion d'objectifs culturels communs
	Mesures accordant le bénéfice de programmes de soutien tels que MEDIA et EURIMAGES, et mesures concernant la répartition du temps d'écran donnant effet à des accords tels	Pays européens	Indéterminée	Promotion d'objectifs culturels fondée sur des liens culturels de longue date

SUISSE (suite)

Secteur ou sous-secteur	Description de la mesure, y compris les raisons pour lesquelles elle est incompatible avec l'article II	Pays auxquels la mesure s'applique	Durée projetée	Conditions qui rendent l'exemption nécessaire
Services audiovisuels	<p>que la Convention européenne sur la télévision transfrontière du Conseil de l'Europe et octroyant le traitement national aux oeuvres audiovisuelles et/ou aux fournisseurs de services audiovisuels qui satisfont à des critères déterminés d'origine européenne</p> <p>Des concessions d'exploitation de stations de radio ou de télévision peuvent être accordées, normalement sur la base d'accords bilatéraux, à des ressortissants de pays autres que la Suisse</p>	Tous les pays avec lesquels une coopération culturelle pourrait être souhaitable	Indéterminée	Promotion d'objectifs culturels communs et réglementation de l'accès à un marché aux dimensions limitées (étant donné la taille de la Suisse) afin de préserver la diversité de l'offre
Services bancaires et autres services financiers (à l'exclusion de l'assurance)	<p>Autoriser les personnes établies dans la Principauté de Liechtenstein, sans les obliger à établir une présence commerciale en Suisse, à participer aux réseaux de règlement et de clearing et à agir en chefs de file des émissions en francs suisses</p>	Principauté de Liechtenstein	Indéterminée	Mesure résultant de l'union monétaire entre la Suisse et la Principauté de Liechtenstein

SUISSE (suite)

Secteur ou sous-secteur	Description de la mesure, y compris les raisons pour lesquelles elle est incompatible avec l'article II	Pays auxquels la mesure s'applique	Durée projetée	Conditions qui rendent l'exemption nécessaire
Services bancaires et autres services financiers (à l'exclusion de l'assurance)	De nouvelles licences sont accordées aux fournisseurs étrangers de services financiers lorsque les autorités de leur pays d'origine offrent aux fournisseurs suisses de services financiers des possibilités adéquates d'accès à leur marché	Tous pays	Durée dépendant du niveau des engagements d'autres Membres L'application de la législation mentionnée dans la colonne (5) reste en suspens jusqu'à l'expiration d'une période de six mois au maximum après l'entrée en vigueur de l'Accord instituant l'OMC	Mesures résultant de la législation suisse qui a pour but d'accroître, sur une base non discriminatoire, l'accès aux marchés financiers étrangers
Transports par voies navigables	Autoriser les navires immatriculés dans d'autres pays que la Suisse à assurer des services de transport sur le Rhin, y compris le cabotage, sur la base de la Convention de Mannheim (y compris ses articles et protocoles additionnels) et d'autres accords sur les transports par voies navigables en Europe	Bénéficiaires de la Convention de Mannheim et d'autres accords concernant les transports par voies navigables en Europe auxquels la Suisse peut être partie (à l'heure actuelle, les membres de la CE)	Indéterminée	Réglementer les capacités de transport par voies navigables
SIR, ainsi que vente et commercialisation de services de transport aérien	Mesures fondées sur l'article 7 du Code de conduite révisé de la Conférence européenne sur l'aviation civile (CEAC) conformément auxquelles les obligations des vendeurs de SIR	Tous les pays où se trouve un vendeur de SIR ou un transporteur aérien exploitant	Indéterminée	La nécessité de l'exemption tient au développement insuffisant de règles agréées sur le plan multilatéral pour l'exploitation des SIR

SUISSE (suite)

Secteur ou sous-secteur	Description de la mesure, y compris les raisons pour lesquelles elle est incompatible avec l'article II	Pays auxquels la mesure s'applique	Durée projetée	Conditions qui rendent l'exemption nécessaire
Transports routiers (voyageurs et marchandises)	<p>ou de transporteurs exploitants et participants ne seront pas applicables si un traitement équivalant à celui appliqué conformément au Code de conduite révisé n'est pas accordé dans le pays d'origine du transporteur exploitant ou du vendeur de système</p> <p>Permettre, sur la base d'un accès mutuel aux marchés, la prestation de services de transport par des véhicules immatriculés dans des pays autres que la Suisse afin d'assurer le transport de marchandises ou de voyageurs à l'intérieur du territoire suisse, entrant ou sortant de ce territoire ou en transit, sur la base, normalement, d'accords bilatéraux</p>	Tous les pays avec lesquels des accords bilatéraux concernant les transports routiers ou autres arrangements relatifs aux transports routiers existent ou pourraient être souhaitables (à l'heure actuelle environ 30 pays)	L'exemption est nécessaire jusqu'à ce qu'un accord soit atteint sur une libéralisation multilatérale des services de transports routiers qui tienne compte de la spécificité régionale des transports routiers et de leurs effets sur l'environnement	Prise en compte de la spécificité régionale de la fourniture de services de transports routiers et protection de l'infrastructure routière et de l'environnement
Transports routiers (marchandises)	Accorder un contingent en transit pour les marchandises périssables ou d'autres envois urgents, transportés par des	CE	La mesure sera revue 12 années après l'entrée en vigueur de l'Accord bilatéral entre la Suisse et la CE	Protéger les infrastructures routières et l'environnement

SUISSE (suite)

Secteur ou sous-secteur	Description de la mesure, y compris les raisons pour lesquelles elle est incompatible avec l'article II	Pays auxquels la mesure s'applique	Durée projetée	Conditions qui rendent l'exemption nécessaire
Tous les secteurs	camions de plus de 28 tonnes immatriculés dans d'autres pays que la Suisse, pour autant qu'il n'y ait plus de capacités disponibles en transport combiné	Principauté de Liechtenstein	Indéterminée	Mesure d'accompagnement de l'union douanière, monétaire et postale entre la Suisse et la Principauté de Liechtenstein
	Octroi mutuel d'autorisations de séjour temporaire et de résidence permanente sur le territoire des parties, sans certaines limitations, aux citoyens des pays parties aux accords sur le séjour temporaire et la résidence permanente entre la Suisse et la Principauté de Liechtenstein Octroi d'un traitement préférentiel aux ressortissants de pays autres que la Suisse qui appartiennent à des régions de recrutement traditionnel selon la législation suisse sur l'immigration, pour la délivrance d'autorisations d'entrée, de séjour et de travail			Réglementation de l'immigration en Suisse moyennant des mesures fondées sur des liens de longue date avec les régions de recrutement traditionnel

Secteur ou sous-secteur	Description de la mesure, y compris les raisons pour lesquelles elle est incompatible avec l'article II	Pays auxquels la mesure s'applique	Durée projetée	Conditions qui rendent l'exemption nécessaire
	<p>en Suisse (résidents à l'année, résidents de courte durée, travailleurs saisonniers) à des personnes physiques qui fournissent des services et qui n'appartiennent pas aux catégories de personnes indispensables définies dans la Liste suisse d'engagements spécifiques concernant le commerce des services (partie I: Engagements horizontaux); et mesures fondées sur des accords bilatéraux conclus entre la Communauté européenne ou ses Etats membres et/ou des Etats de l'AELE et la Suisse afin de permettre le mouvement de toutes les catégories de personnes physiques qui fournissent des services</p>			